

LEGAL DATA SPACE

# Cas d'usage sectoriel de partage des données juridiques

DÉCOUVRIR LE PROJET



# POURQUOI UN DATA SPACE EUROPÉEN DÉDIÉ À LA FILÈRE JURIDIQUE ?

05.2026

Il n'y a pas de monopole dans le domaine juridique : avocats, directeurs juridiques, spécialistes des technologies juridiques et éditeurs doivent collaborer s'ils veulent garantir une IA juridique souveraine

Un espace souverain pour standardiser les échanges de données juridiques et conforme à la réglementation EU est la réponse de l'écosystème au besoin de souveraineté de l'IA juridique.



 **General Counsel Forum Europe**  
42nd anniversary edition  
 **Madrid**  
15-16 September 2025

*The European Legal Data Space*



Martin Bussy



# PRINCIPALES AVANCEES 2026

## Produit et développements technologiques

- Installation sur l'infrastructure souveraine Scaleway et duplication possible sur Numspot / OVH
- Développement fonctionnel et intégration des partenaires pour une IA 100 % souveraine

## Avancées sur la conformité, la déontologie et la garantie humaine de l'IA juridique

- Préparation du lancement de la Chaire de recherche NOMODIA dédiée à l'IA juridique
- Événement le 24 juin à Bruxelles sur la souveraineté du droit avec les institutions pour le lancement du LDS au niveau européen
- Dépôt le 16 avril du projet d'innovation européen COMPLIANCE- X avec 43 partenaires

## Pérennité LDS / institutionnel

- Reconnu comme projet stratégique pour l'espace de données juridique européen : soutiens BPI et France Legaltech et lauréat programme PIIEC-IA de la Commission
- Statut intermédiaire de données (régulation ARCEP)
- Déploiement en cours du LDS auprès de plusieurs ordres professionnels à venir, en France et en Europe

### Projet important d'intérêt européen commun « Intelligence artificielle »

Appel à manifestation d'intérêt

 Du 26 Nov 2025 au 30 Jan 2026



# STATUT JURIDIQUE DU LEGAL DATA SPACE

LE LEGAL DATA SPACE EST INTERMEDIAIRE DE DONNEES ARCEP (ART.10 DATA GOVERNANCE ACT) ET INSCRIT SUR LE REGISTRE DE L'UE DES SERVICES D'INTERMEDIATION DE DONNEES



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Le directeur Internet, Données, Presse, Postes et Utilisateurs

## Déclaration standardisée n°2026-02

Je soussigné atteste par la présente déclaration standardisée enregistrée sous le numéro 2026-02 que :

- par le dossier de notification complet déposé le 3 avril 2026,
- l'entreprise Legal Data Space, sise 282 Rue des Pyrénées 75020 Paris
- immatriculée sous le numéro : 990 060 956 000 10,
- a notifié à l'Autorité de régulation des communications électroniques, des postes et de la distribution de la presse (ci-après Arcep) son intention de fournir les services d'intermédiation de données visés à l'article 10 du règlement (UE) 2022/868 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2022 portant sur la gouvernance européenne des données suivants à compter du 15 avril 2026 :

■ Services d'intermédiation entre les détenteurs de données et les utilisateurs de données potentiels

■ Services d'intermédiation entre les personnes concernées qui cherchent à mettre à disposition leurs données à caractère personnel ou des personnes physiques qui cherchent à mettre à disposition des données à caractère non personnel et les utilisateurs de données potentiels

■ Services de coopératives de données

- dont les informations sont disponibles sur le site internet public accessible à l'adresse <https://www.legaldataspace.eu>
- s'est vu attribuer le code PSID\_FR\_2026\_02.



FR



Bâtir l'avenir numérique de l'Europe

Accueil | Politiques | Activités | Actualités | Bibliothèque | Financements | Calendrier | Consultations | AI Office

Accueil > ... > Données > Une stratégie européenne pour les données > Acte européen sur la gouvernance des données > Registre de l'UE des services d'intermédiation de données

## Registre de l'UE des services d'intermédiation de données



### Information notification

Cette page est une traduction automatique fournie par le service eTranslation de la Commission européenne afin d'aider la compréhension. Veuillez lire les [conditions d'utilisation](#). Pour lire la version originale, [consultez la page source](#).



## Services d'intermédiation de données notifiés par les États membres

La liste ci-dessous indique les pays de l'UE dans lesquels les organismes d'intermédiation de données sont enregistrés:

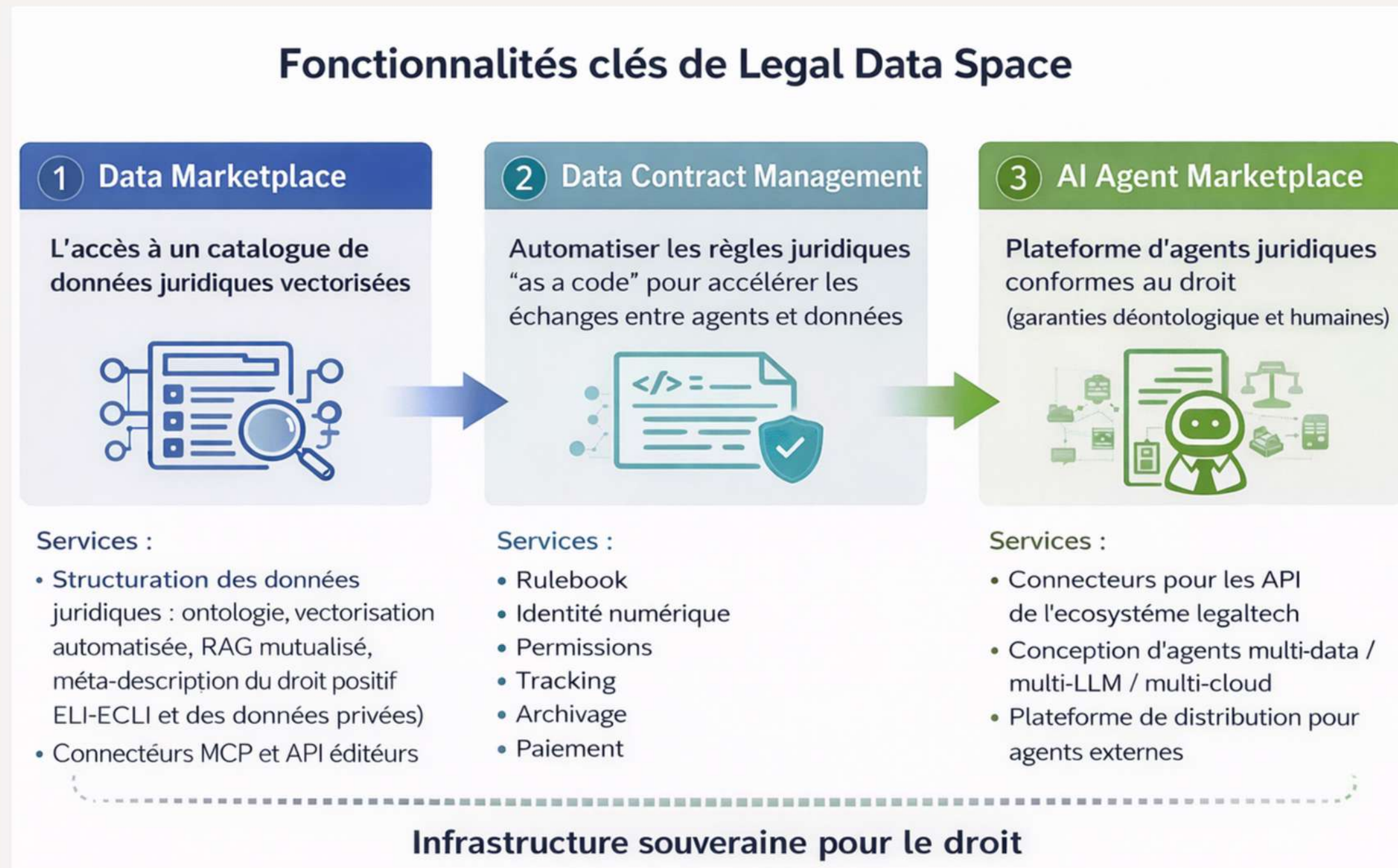
- Autriche : [DID Daten-Intermediär-Dienste FlexCo](#)
- Belgique : [Athumi](#), [Datajoy](#), [Publiq](#)
- Finlande : [Dataspace Europe OY](#), [Contrats plus intelligents](#)
- France : [ADH](#), [Ekologgia](#), [Health DataTrust](#), [Hub One DataTrust](#), [Legal Data Space](#), [Linxo](#), [M-ITRUST](#), [NOTO](#), [THEMIS-X](#), [Real Data 4 Real Estate](#), [Space Data Marketplace](#), [VISIONS](#)
- Hongrie : [NIDHAS Adatközvetítő Koriátolt Felelősségű Társaság](#)
- Pays-Bas : [Datakeeper B.V.](#), [Dexes](#), [Fairsfair.io](#), [Luminis Technologies](#), [Stichting Health-RI](#), [Stichting Ontwikkeling Schluss](#), [Poort8](#), [WeCity](#), [Yivi](#)
- Espagne : [Au-delà du champ d'application](#)
- Suède : [iGrant.io](#), [Gortanore Data Brokerage AB](#), [Nilsson International AB](#)

1 INTERMÉDIAIRE DE DONNÉES

2 MARCHES

3 PRODUITS

Nous sommes un intermédiaire de données et répondons aux besoins de deux marchés : la filière juridique et celles de l'IA et des data spaces. Nous proposons 3 fonctionnalités clés pour une IA performante et sous contrôle :



VOLET AMONT  
FOURNISSEURS DATA & TECH  
Marketplace opérée par VisionsTrust

01 - MCP

**FOURNISSEURS MCP** Model Context Protocol  
Connecteurs experts qui exposent données et outils juridiques aux agents via le protocole MCP.

02 - CORPUS

**FOURNISSEURS DE CORPUS**  
Producteurs et détenteurs de connaissances juridiques mis à disposition de l'écosystème.

- Cabinets d'avocats — jurisprudence interne, mémos, modèles
- Universitaires & doctrine — articles, thèses, ouvrages
- Éditeurs juridiques — bases doctrinales, codes annotés
- Institutions publiques — décisions, textes officiels

03 - LLM

**FOURNISSEURS LLM**  
Modèles de langage utilisés par les agents — souverains, ouverts ou propriétaires.

04 - STACK

**LOGICIELS SPÉCIALISÉS**  
Outils métier intégrés au LDS via connecteurs et data contracts.

- Pseudonymisation / Anonymisation — RGPD-by-design
- GED juridique — gestion électronique des documents
- ERP & facturation cabinet
- CRM clients & matters
- Signature & horodatage électroniques

05 - AGENTS

**AGENTS SPÉCIALISÉS**  
Agents experts publiés sur la marketplace par l'écosystème.

- Écosystème Legatech — éditeurs et startups spécialisés
- Avocats créateurs — agents métiers conçus par les cabinets

**Un écosystème ouvert**  
fournisseurs data & tech orchestrés par VisionsTrust

**Un intermédiaire de confiance**  
le Legal Data Space — gouvernance & souveraineté

**Des services & agents IA**  
orchestrés par Alien Intelligence, distribués par le CNB

**Pour les avocats consommateurs**  
productivité, qualité, déontologie

Legal DataSpace

TIERS DE CONFIANCE — SOUVERAINETÉ & INTEROPÉRABILITÉ

Le LDS est l'intermédiaire de données qui garantit gouvernance, sécurité et interopérabilité entre l'amont (data & tech) et l'aval (orchestrateur IA & avocats).

DATA CONTRACT MODULE

Contractualisation des échanges de données

BRIQUES D'INTERMÉDIATION DE DONNÉES

Opérées par les partenaires technologiques du LDS

**OPÉRATEUR · CONNEXEUR SOUVERAIN**

**LDS Connector**  
Connecteur déployé par le LDS pour un partage de données fiable, contrôlé et auditable au sein d'un espace souverain.

**OPÉRATEUR · MESURE & FACTURATION**

**Métérologie des usages**  
Mesure, traçabilité et facturation à l'usage des flux de données et des appels d'agents.

FONCTIONS CLÉS DU LDS

Garanties opérationnelles

PLATEFORME & MARCHÉ

Marketplaces opérées sous l'égide du LDS

**OPÉRATEUR · LDS**

**Marketplace Agents IA**  
Catalogue souverain d'agents juridiques rendus accessibles à l'écosystème.

**DISTRIBUTEUR · CNB**

**Marketplace LDS Avocats**  
Distribution dédiée à la profession d'avocat sous l'autorité du Conseil National des Barreaux.

CONFIANCE · SÉCURITÉ · SOUVERAINETÉ · DÉONTOLOGIE

VOLET AVANT  
ORCHESTRATEUR IA & MARKETPLACE  
Opéré par Alien Intelligence

01 - STANDARDS

**LEGAL GPT STANDARDS**  
Agents génériques officiels mis à disposition de la profession.

**Proposés par le CNB**

02 - ÉDITEURS

**AGENTS IA — AVOCATS ÉDITEURS**  
Agents IA spécialisés conçus et publiés par les avocats éditeurs.

- Avocats éditeurs — créent et distribuent leurs propres agents
- Spécialisations métier — droit social, fiscal, contrats, IP, RGPD...
- Modèles publiés — monétisation à l'usage

03 - ORCHESTRATION

**ORCHESTRATION & WORKFLOWS IA**  
Combinaison d'agents en chaînes de valeur juridiques pilotées par l'avocat.

- Workflows multi-agents — orchestrés par Alien Intelligence
- Routage intelligent — vers les bons MCP & corpus
- Audit & traçabilité — de chaque décision

04 - MARKETPLACE

**MARKETPLACE LDS AVOCAT**  
Distribution dédiée — catalogue d'agents accessible à la profession.

**Distribuée par le CNB**

05 - USAGE

**AVOCATS CONSOMMATEURS**  
Utilisation quotidienne et productivité augmentée, dans le respect du secret professionnel.

- Accès aux agents IA — par cabinet ou avocat individuel
- Tarification à l'usage — métrologie Alien
- Confidentialité — déontologie respectée
- Productivité — qualité & sécurité juridique

# SCHEMA SUR LA REPARTITION DES ROLES

LE LEGAL DATA SPACE TRANSFORME UN ÉCOSYSTÈME FRAGMENTÉ EN MARCHÉ INTEROPÉRABLE, GOUVERNÉ ET TRAÇABLE DE L'IA JURIDIQUE."

Trust Ecosystem

UTILISATEUR LDS  
Universitaire / Professions juridiques



Dépôt du corpus sur la  
Marketplace Corpus LDS

Corpus et ontologies

Déploie un LDS  
Legal Connector

Logiciels tiers



SAAS  
LegalTech  
Éditeurs  
Entreprises



# Legal Data Space

Construit un MCP à partir  
de sources publiques

Open Data

PRODUCTEUR MCP



OpenLegi  
GoodLegal

DATA CONTRACT  
Contrat de Partage Encadré



Endpoint Alien  
Endpoint Visions / PTX  
+ offre catalogue Vision

**Legal Data Space**

**CONTRAT EDOUARD V1**

**CONTRAT DE PARTAGE DE CORPUS JURIDIQUES**

Conforme au Data Act (UE 2023/2854) et au Data Governance Act (UE 2022/868)  
Modèle MCT : Data Sharer → Data Recipient  
Version : V4.2 - Legal Data Space en qualité de Destinataire  
Date : [15/01/2026]

**PRÉAMBULE**

**Legal Data Space**

**CONTRAT THOMAS V1**

**CONTRAT DE PARTAGE, DE DISTRIBUTION ET DE VALORISATION DES DONNÉES MCP**

Conforme au Data Act (UE 2023/2854) - Partage volontaire de données  
Version : V1 - Destiné aux Producteurs MCP  
Date : [JJ/MM/AAAA]

**PRÉAMBULE**

**Legal Data Space**

**CONTRAT SIMON V1**

**CONTRAT DE TRANSFERT ET DE PARTAGE DES DONNÉES**

Utilisateur Final → Fournisseur SaaS / LegalTech → Legal Data Space → Avocat (via Agent IA)  
Conforme au Data Act (UE 2023/2854), au Data Governance Act (UE 2022/868) et au RGPD

**PRÉAMBULE**

# COORDONNER LES TRAVAUX SCIENTIFIQUES DU PROJET EU "AI IS LAW"



## AI is LAW: building a European Legal AI Commons



### Projet important d'intérêt européen commun « Intelligence artificielle »

Appel à manifestation d'intérêt

Du 26 Nov 2025 au 30 Jan 2026

#### 🇪🇺 IPCEI (AI) Context

The LDS (Legal Data Space) project has been selected under the IPCEI on AI (Important Project of Common European Interest).

The IPCEI AI aims to strengthen **European competitiveness** and **technological sovereignty** by supporting high-impact projects in:

- Research
- Development
- Innovation
- First industrial deployment

Within this framework, we are preparing a consortium "AI is Law" with a target budget of **€50M–€100M** to industrialize a European infrastructure for **executable law**: standards, tools, and sectoral deployments.

Component	Status & License	Key Functionality	AI Advantage
1. Open Contract Ontology (OCO)	🔓 Open Source (reciprocity-based)	The "Lingua Franca" of European law. Common vocabulary for standard clauses (duration, jurisdiction, parties).	Provides clean semantic structure for training legal AI and powering Data Contract agents
2. Private Contract Ontology (PCO)	🔒 Premium / Freemium	Semantic extension for internal contracts (banks, insurance, enterprises). Enables structuring proprietary templates and anonymized contracts.	Enables automation of internal clause libraries without public exposure

# FEDERER LES CONTRIBUTIONS DE LA FILIERE JURIDIQUE ACADEMIQUE EN EUROPE AUX STANDARDS JURIDICO-TECHNIQUES

ODRL (W3C)

World Wide Web Consortium

L'ODRL permet :

- Définition d'interdictions
- Définition d'obligations
- Définition de permissions conditionnelles

Il constitue le socle le plus robuste des langages juridiques pour la machine pour formaliser :

- Interdiction d'entraînement
- Autorisation sous licence COPYFAIR
- Autorisation limitée à recherche
- Infrastructure de droits/ Law As A Service



A screenshot of the 'Data Contract Generator' website. The page has a dark background with white text. At the top, there are logos for 'Legal DataSpace' and 'alien intelligence', along with the text 'Powered by Legal Data Space &amp; Alien Intelligence' and language options 'FR | EN'. A button labeled 'Exercer mon opt-out →' is in the top right. The main heading is 'Data Contract Generator' in large white font. Below it, a sub-heading reads 'MODULE OPT-OUT / COPYFAIR'. The main text says: 'Protégez vos contenus de la fouille IA. Générez vos clauses juridiques, obtenez votre licence CopyFair et vos fichiers machine-readable en quelques minutes.' There is a section titled 'QU'EST-CE QUE L'OPT-OUT ?' with a brief explanation: 'L'opt-out est le droit reconnu par la Directive DSM 2019/790 (Art. 4) et l'AI Act 2024 permettant aux titulaires de droits de s'opposer expressément à l'utilisation de leurs contenus à des fins de fouille de textes et de données. Il s'exerce par une déclaration formelle, lisible par les humains et par les machines.' At the bottom, there are two buttons: 'Je souhaite exercer mon opt-out →' and 'En savoir plus ▾'.